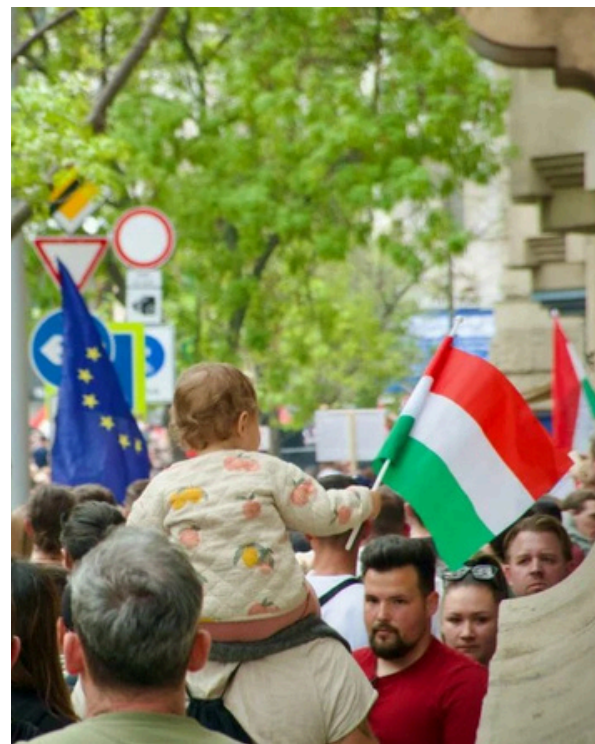


## BLOG — POST

# Hongrie : Tout est bien qui finit bien ?



Le titre est-il adéquat, après la large victoire du leader de l'opposition conservatrice en Hongrie, Peter Magyar, lors des élections du 12 avril 2026 ? Oui, mais il convient néanmoins d'y ajouter un sérieux point d'interrogation !

Pourquoi la Hongrie est-elle devenue en quelques années un « loup solitaire », voire un « paria » au sein des 27 États membres de l'Union européenne ? C'est le positionnement du gouvernement de Viktor Orbán qui explique ce jugement presque unanime : une évaluation hautement critique du personnage politique qui a été à la tête du gouvernement hongrois d'abord entre 1998 et 2002, puis pendant seize ans, de 2010 à 2026, et surtout de sa politique et du système qu'il a mis en place au cours de ces années.

Au départ, une majorité européenne avait salué l'arrivée de Viktor Orbán à la tête de la Hongrie – ce pays qui, à la fin du pacte de Varsovie et lors de la chute du communisme, avait été l'un des leaders du mouvement en faveur de la réunification du continent et de l'intégration européenne et transatlantique.

Cet homme avait fait son entrée en politique comme un jeune libéral, ayant travaillé comme étudiant sur « Solidarność » : il avait été l'un des leaders des manifestations contre le communisme à Budapest. Je me souviens de mes premières rencontres avec ce jeune leader de l'opposition, qui nous paraissait engagé et parlait d'une « Hongrie souffrante ». À l'époque, il avait cherché la proximité du chancelier Helmut Kohl, devenu en quelque sorte son premier parrain politique. Malgré quelques doutes, nous l'avions considéré comme l'un des meilleurs talents de cette jeune démocratie hongroise.

Pourquoi est-il devenu, en relativement peu de temps, l'ennemi numéro un pour la majorité des capitales de l'UE ? La raison tient notamment à son refus de suivre la politique concertée des 27 pour contrer l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Il a joué une carte strictement nationale, compte tenu de la dépendance de son pays aux livraisons de gaz russe, tout en recherchant par ailleurs une coopération relativement ouverte avec Moscou. Cette orientation a culminé cette année dans son refus de donner son accord au crédit de survie de 90 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine. Il a ainsi bloqué cette aide, même si la Commission européenne aurait pu agir de manière légitime sans son accord. De plus, son système de gouvernance a révélé des signes de corruption, voire des violations de l'État de droit.

Pourquoi ce changement profond chez cet ancien espoir libéral ? Pourquoi n'avons-nous réagi que tardivement à cette évolution, pourtant de plus en plus visible, notamment depuis la mort de son « parrain » politique en 2016 ? Jean-Claude Juncker a reconnu avec moi que nous aurions dû prendre plus au sérieux sa résignation lors de la crise des réfugiés, ainsi que ses positions sur la politique de rapprochement des Balkans avec l'UE.

Viktor Orbán nous faisait comprendre qu'en réalité, l'Europe de l'Ouest n'était pas réellement intéressée par l'intégration progressive de ces six pays. La Hongrie s'est sentie seule, une perception renforcée par un certain complexe du « petit pays », et par son statut de « PECO », comme on les appelait jadis à Paris et à Bruxelles.

Je me demande si nous avons vraiment bien compris les bouleversements profonds que les pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est ont connus depuis le début des années 1990. N'aurions-nous pas dû les accompagner davantage durant toutes ces années ? Nos partis politiques et nos fondations se sont-ils suffisamment investis dans ces pays ?

Au fond, nous, les Européens de l'Ouest, n'avons guère été à la hauteur. L'histoire de l'élargissement à l'Est en témoigne : nous avons d'abord hésité, imposé des conditions technocratiques à travers les critères de Copenhague de juin 1993, dont l'effet a parfois été dissuasif. Nous avons également retardé leur entrée par des procédures de « screening » préalables, allant jusqu'à la décision du Conseil européen de décembre 1997 de répartir ces pays en deux groupes pour les négociations d'adhésion. Finalement, nous nous sommes félicités nous-mêmes pour ce « record » de rapidité dans l'élargissement aux dix pays...

Il me semble urgent de tirer les leçons de cette expérience hongroise – en partie comparable aux évolutions, faites de hauts et de bas, observées en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie ou en Roumanie – afin d'assurer le succès de l'intégration des Balkans occidentaux. Ces pays attendent une perspective claire depuis près de trente ans. L'Union européenne doit prendre ces décisions sans délai !